



MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICE

ACCORD CADRE

N°2025\_01

## REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché :

Achat d'analyses de composts et de produits  
dérivés

Remise des offres

Date limite de réception des offres : 15 mai 2025

Heure limite de réception : 12h00

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.1. Groupement de commandes du Réseau Compost Plus.....	3
1.2. Objet du marché.....	3
1.3. Durée du marché .....	4
1.4. Allotissement.....	4
1.5. Variantes.....	4
1.6. Tranche optionnelle .....	4
1.7. Mode de passation .....	4
1.8. Négociation .....	5
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	5
2.1. Type de procédure .....	5
2.2. Délai de validité des offres .....	5
2.3. Mode de règlement du marché .....	5
2.4. Modifications de détail au dossier de consultation .....	5
2.5. Conditions de transmission des candidatures et des offres.....	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PRESENTATION ET DE REMISE DES OFFRES .....	9
3.1. Généralités .....	9
3.2. Constitution des offres .....	9
ARTICLE 4 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	11
4.1. Sélection des candidatures.....	11
4.2. Attribution des marchés.....	11
4.3. Offres inacceptables ou inappropriées .....	12
4.4. Classement des offres finales et désignation de l'attributaire.....	12
4.5. Mise au point du marché.....	13
ARTICLE 5 : APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....	13

## **ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

### **1.1. Groupement de commandes du Réseau Compost Plus**

#### **Pouvoirs adjudicateurs – membres du Groupement**

- Le SMICTOM des Pays de Vilaine,
- Le SMICVAL du Libournais Haute-Gironde
- La Communauté d'agglomération du Pays Voironnais,
- La Communauté de communes de Puisaye Forterre,
- La Syndicat Centre Hérault,
- La Communauté de Communes du Bassin de Pompey
- SMTD 65,
- Communautés de communes Alpes d'Azur,
- Savoie Déchets,
- Nantes Métropole,
- S3T'ec.

Ont décidé conjointement de créer un groupement de commandes publiques pour l'achat d'analyses de composts, ou d'analyse de produits dérivés issus de la valorisation des déchets alimentaires, des déchets verts collectés séparément.

#### **Le coordonnateur du groupement :**

SMICTOM DES PAYS DE VILAINE

36 Rue de l'Avenir

35550 PIPRIAC

#### **Représentant du pouvoir adjudicateur :**

Madame La Présidente du SMICTOM des Pays de Vilaine

L'attribution du marché donnera lieu à la signature par le Smictom des Pays de Vilaine d'un acte d'engagement unique pour tous les membres du groupement. Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure ensuite de sa bonne exécution et de chacune de ses commandes.

### **1.2. Objet du marché**

Le présent marché, accord-cadre a pour objet la réalisation d'analyses de conformité pour :

- Les différents composts qui sont produits,
- Les produits dérivés de la plateforme de compostage : broyat, refus...

Toutes les collectivités sont engagées dans des démarches qualité et procèdent à un nombre régulier d'analyses de leurs produits afin de vérifier leur conformité :

- à la norme NF U44-051,
- au label ASQA,
- à la certification « Utilisable en Agriculture Biologique »,
- à l'Eco-label Européen.

La conformité à de nouvelles démarches comme la sortie nationale du statut de déchets des matières fertilisantes normées ou encore le marquage CE est prise en compte dans les paramètres à analyser.

Code CPV : 71610000-7 : Services d'essais et d'analyses de la composition et de la pureté  
79723000-8 : Services d'analyse des déchets

### **1.3. Durée du marché**

Le marché commence le 15 juillet 2025 pour une durée d'un (1) an.

Ce marché est renouvelable tacitement trois fois un an sauf dénonciation 3 mois avant l'échéance du marché. La durée totale maximale du marché est donc de 4 ans et s'achèvera par la réalisation des prestations et le règlement du solde financier au plus tard le 15 juillet 2029.

Les délais d'exécution seront à indiquer à l'annexe 4 du CCTP.

Les délais d'exécution courent à compter de la date de réception de l'échantillon pour l'exécution de l'analyse. Le délai maximum est de 25 jours ouvré à compter de la date de réception des échantillons. Les candidats ont la possibilité de proposer un délai moindre à l'acte d'engagement. Ce délai se substituera alors au délai maximum initial mentionné ci-dessus.

L'émetteur du bon de commande devra être immédiatement informé de toute difficulté entraînant un retard de l'exécution de la prestation au-delà de ce délai. Dans les cas prévus à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur.

### **1.4. Allotissement**

Sans objet.

### **1.5. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **1.6. Tranche optionnelle**

Sans objet.

### **1.7. Mode de passation**

**Procédure de passation :**

La présente consultation est une procédure formalisée conformément aux articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert : L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code précité.

Type d'accords-cadres de fournitures : Achat.

**Forme des accords-cadres :**

Accord-cadre, mono-attributaire, en application de l'article L. 2125-1 1° du code de la commande publique, qui fixe les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande de chaque membre du groupement dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code précité. Les quantités prévues au marché sont indiquées en annexe 2 au CCTP mais n'engage en rien le groupement et n'ont pas de valeur contractuelle.

**1.8. Négociation**

Le coordonnateur du groupement se réserve la possibilité d'engager une négociation sous la forme écrite à l'issue de l'analyse des offres, au vu des critères de jugement des offres, avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Cependant, le coordonnateur du groupement pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

Le nombre maximum de candidats admis à négocier est fixé à 3 (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix.

**ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

**2.1. Type de procédure**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un maximum en application des articles R. 2162-1 et suivant du code de la commande publique.

Le maximum est défini en valeur pour un montant total fixé de 500 000 euros HT sur la durée maximale du marché.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les pouvoirs adjudicateurs.

**2.2. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

**2.3. Mode de règlement du marché**

Le mode de règlement par la personne publique est le virement par mandat administratif. L'ensemble des modalités sont précisées au CCAP.

**2.4. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.5. Conditions de transmission des candidatures et des offres**

### **2.5.1. Généralités**

Conformément aux dispositions des articles L2132-2 et R2132-1 à R2132-14 du Code de la Commande Publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation via le profil d'acheteur du Smictom accessible sur la plateforme de dématérialisation suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Il est précisé que la dématérialisation de cette procédure concerne les phases suivantes :

- Publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence ;
- Téléchargement du dossier de consultation des entreprises ;
- Transmission de la candidature et de l'offre par le candidat ;
- Ouverture des enveloppes ;
- Échanges éventuels avec les candidats ;
- Notification du marché.

### **2.5.2. Modalités de téléchargement du DCE**

L'ensemble des documents de la consultation publiés sur le profil d'acheteur du SMICTOM sont en accès libre, direct et complet.

Il est recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique régulièrement relevée, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation

### **2.5.3. Transmission en une seule fois**

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

L'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi des offres par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise des offres contre récépissé n'est pas autorisée.

Les offres doivent obligatoirement être remises via le site suivant :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Les offres devront parvenir à destination avant **la date figurant en 1<sup>ère</sup> page du présent règlement de consultation**.

Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".docx", ".xlsx", ".pptx".

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être le plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

#### **2.5.4. Signature des documents transmis par le candidat**

La signature électronique n'est pas imposée mais elle est acceptée.

Le présent marché est composé des pièces ci-après énumérées, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et DQE ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le mémoire technique du candidat ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

La signature de l'AE par le titulaire du marché l'engage sur l'ensemble de ces pièces.

En cas de litige, seules les pièces conservées par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il n'est pas exigé des candidats que l'AE soit signé au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'AE.

En cas de groupement l'AE sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dument habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

#### **2.5.5. Copie de sauvegarde**

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

**Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :**

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

**Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent :

- Lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou virus ;
- Lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsque la candidature ou l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.
- Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

**2.5.6. Assistance aux candidats et échanges d'informations**

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail régulièrement relevée pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

**2.5.7. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une question écrite via le profil d'acheteur du Smictom des Pays de Vilaine, accessible via la plateforme de dématérialisation suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Une réponse sera alors publiée en temps utile sur la plateforme, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures, dans le respect du secret des affaires. L'acheteur en informera toutes les personnes ayant retiré le dossier sur la plateforme.

Au-delà de la date fixée au premier alinéa du présent article, les questions et demandes de renseignements complémentaires ne seront pas prises en compte et aucune réponse ne leur sera donnée.



## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PRESENTATION ET DE REMISE DES OFFRES**

### **3.1. Généralités**

Les candidatures et offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros (€).

Au moment du dépôt de son offre, chaque candidat produira un dossier comprenant les pièces visées ci-dessus, dûment complétées, datées et signées.

En cas de groupement, ces pièces sont à fournir par chaque cotraitant, excepté l'imprimé DC1 qui n'est à fournir que par le mandataire, celui-ci se chargeant de le faire signer à ses co-traitants.

### **3.2. Constitution des offres**

Le dossier à remettre par chaque candidat devra comprendre les pièces suivantes.

#### **3.2.1. Un dossier portant la mention « CANDIDATURE »**

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

En application du Code de la Commande Publique, le dossier comprendra les renseignements suivants pour la candidature :

#### **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

- La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé DC1 ou équivalent) obligatoire en cas de groupement, dûment complétée, datée et signée
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail

Et en application de l'arrêté du 22 mars 2019, le candidat présentera les éléments de capacité professionnelle, technique et financière suivants :

#### **Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent) ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal.

#### **Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

- Certificats de qualifications professionnelles ; la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

### **3.2.2. Un dossier portant la mention « OFFRE »**

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il reconnaît donc connaître non seulement les pièces contractuelles de son marché, mais également tous documents ayant une incidence sur ses propres prestations à réaliser.

Ce dossier comprendra :

- 1 Acte d'engagement à compléter (AE),
- 1 Cadre de Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- 1 Cadre de Devis Quantitatif Estimatif (DQE).
- 1 Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- 1 Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ;
- Toute pièce que le candidat jugera utile de présenter à l'appui de son offre ;

Les soumissionnaires présenteront à l'appui de leur offre un **mémoire technique**. Ce mémoire comprendra toutes justifications au regard des critères de notation et de classement des offres détaillés ci-après, et des éléments précisés dans le C.C.T.P. Il contiendra en particulier les éléments suivants :

- Références dans le domaine des analyses d'amendements organiques ;
- Présentation de l'équipe (commerciale et technique) responsable du présent marché. Il désignera, au sein de cette équipe, un interlocuteur qui sera le référent auprès de l'ensemble des collectivités pour le suivi du présent marché. Le candidat veillera à joindre l'ensemble des CV de l'équipe ;
- Les délais d'analyse par paramètre d'analyse (annexe 4 à compléter) ;
- Les modalités de conditionnement et d'envoi des prélèvements au titulaire ;
- La description des méthodes d'analyse non normalisées ;
- Les modalités de remises des rapports d'analyses en précisant :
  - o Sa capacité à évaluer et formaliser la conformité des analyses vis-à-vis de référentiels autres que la NF U 44-051 ;
  - o Sa capacité à communiquer les résultats d'analyse au fur et à mesure qu'il les obtient afin que les collectivités puissent les consulter avant la réception du rapport complet ;
- Les paramètres couverts par des accréditations COFRAC.

Le mémoire technique, établi par le candidat, deviendra contractuel à la signature du marché. Tout ce qu'il contient engagera donc le candidat. En cas d'absence de dossier technique, l'offre sera qualifiée d'irrecevable et éliminée.

## **ARTICLE 4 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **4.1. Sélection des candidatures**

Les candidats entrant dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, ou qui, le cas échéant, ne se conforment pas aux demandes du SMICTOM des Pays de Vilaine de compléter le dossier de candidature, et produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces exigées par le règlement de la consultation ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **4.2. Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique.

Chaque candidat se verra attribuer une note finale sur 100 après addition des notes pondérées.

A partir de ces notes finales, un classement des offres sera établi. La note finale la plus élevée correspond à l'offre la mieux-disante.

En cas d'ex-aequo, l'offre la mieux-disante sera celle qui aura obtenu la meilleure note pour le critère « prix »

Après examen de la conformité des réponses au dossier de consultation des entreprises, le choix et le classement des offres seront effectués selon les critères pondérés :

#### **1 - Valeur technique de l'offre au regard des éléments détaillés dans le mémoire justificatif (40 %)**

Valeur technique juge au vu des éléments fournis à l'appui de l'offre (mémoire explicatif, documents et justifications demandées au CCTP) comportant les sous-critères suivants.

##### Détail des sous- critères de jugement

<b>Valeur technique (40 % de la note finale)</b>	<b>Sous-notation</b>
<b>Sous-critère 1</b> : Paramètres couverts par des accréditations COFRAC	10%
<b>Sous-critère 2</b> : Contenants mis à disposition, modalités de conditionnement et d'envoi des prélèvements	10 %
<b>Sous-critère 3</b> : Délais d'analyse par menu et par paramètre d'analyse	10 %

Valeur technique (40 % de la note finale)	Sous-notation
<p><b>Sous-critère 4</b> : Modalités de remises des rapports d'analyses en précisant la capacité du candidat à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer et formaliser la conformité des analyses vis-à-vis de différents référentiels</li> <li>• Communiquer les résultats d'analyse au fur et à mesure qu'il les obtient afin que les collectivités puissent les consulter avant la réception du rapport complet</li> </ul>	10 %

## 2- Prix des prestations (60 %)

Le prix (montant de l'offre) est noté sur 60. La note 60 est attribuée à l'offre moins-disante conforme. Les autres offres sont notées suivant la formule suivante :

$$n = 60 * (MD/P_0)$$

Dans laquelle :

MD = montant de l'offre moins-disante

P<sub>0</sub> = montant de l'offre de l'entreprise considérée

**La note finale résulte de l'addition des notes obtenues pour chaque critère.**

### **4.3. Offres inacceptables ou inappropriées**

L'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires dont l'offre est irrégulière, à la régulariser, sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse et que la régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier substantiellement les caractéristiques.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (notamment de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'acheteur se réserve la faculté de solliciter des précisions auprès de candidats dont le dossier d'offre nécessiterait à ses yeux des éclaircissements, dans le respect du principe d'égalité de traitement.

### **4.4. Classement des offres finales et désignation de l'attributaire**

Conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du CGCT, la Commission d'Appel d'Offres (CAO) sera chargée de désigner l'attributaire du marché au vu du classement des offres.

Dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue à l'issue de la procédure, celui-ci devra impérativement produire, dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur, sous peine de rejet de son offre les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

En cas de non-réception des pièces demandées dans les délais impartis, le Smictom prononcera l'élimination de ce candidat et présentera alors la même demande au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

#### **4.5. Mise au point du marché**

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, l'acheteur peut, en accord avec le soumissionnaire retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature, sans que cette mise au point puisse modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre ou du marché.

#### **ARTICLE 5 : APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

La remise, par les candidats, d'une offre selon les modalités prévues au présent règlement de consultation implique de leur part l'acceptation sans réserve ni condition des clauses de ce dernier.